Cellule d'analyse européenne

Proposition de DIRECTIVE visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur

COM(2017)142

Résumé : La mise en œuvre inégale des règles de concurrence de l'Union européenne fausse la concurrence sur le marché intérieur. Cette proposition de directive vise à fixer des règles qui garantiront l'indépendance des autorités nationales de concurrence (ANC) et mettront à la disposition des ANC les moyens et les compétences nécessaires pour appliquer efficacement les règles de concurrence européennes. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité expire le 19 juin 2017.**

1. Contexte

Les autorités nationales de concurrence (ANC) des États membres sont habilitées, par le règlement (CE) nº 1/2003, à appliquer les règles de concurrence de l'Union européenne aux côtés de la Commission (interdiction frappant les cartels et les abus de position économique dominante). Composé de la Commission et des autorités nationales de concurrence, le réseau européen de la concurrence (REC) coordonne l'application des règles de concurrence de l'Union européenne.

La Commission européenne constate cependant que l'étendue des pouvoirs d'enquête et de décision des ANC varie considérablement et que de nombreuses opportunités ne sont dès lors pas mises à profit pour une plus grande efficacité de l'application des règles de concurrence.

La mise en œuvre inégale des règles de concurrence de l'Union européenne fausse la concurrence sur le marché intérieur et nuit au système de mise en œuvre décentralisée mis en place par le règlement (CE) nº 1/2003.

Grâce à cette proposition de directive, la Commission européenne souhaite combler cette lacune et fixer des règles qui garantiront l'indépendance des ANC.

2. Teneur

Les lignes de force du projet de directive peuvent se résumer comme suit :

	Teneur	Commentaire
1	Objectif	Cette directive vise à fixer des règles garantissant l'indépendance des ANC et veillant à ce que les ANC soient dotées des moyens et des pouvoirs nécessaires pour appliquer efficacement les règles européennes de concurrence.
2	Indépendance	Le projet de directive instaure des garanties visant à protéger le personnel et la direction des ANC de toute influence extérieure lors de la mise en œuvre des règles de concurrence de l'Union européenne : pas d'influence extérieure, politique ou autre, pas d'instruction d'un gouvernement ou de toute autre entité publique ou privée, etc.
3	Moyens	Les États membres veillent à ce que les ANC disposent des ressources humaines, financières et techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission.
4	Pouvoirs	Le projet de directive prévoit un noyau minimum de pouvoirs d'enquête et de contrainte, notamment le pouvoir d'inspecter les locaux commerciaux, d'émettre des demandes de renseignements, le pouvoir de collecter des preuves pertinentes, le pouvoir d'adopter des décisions d'interdiction, etc.
5	Amendes et astreintes	Les ANC doivent pouvoir infliger des amendes et des astreintes effectives. Pour les amendes, la responsabilité des sociétés mères peut être établie pour le comportement de l'une de leurs filiales. Les ANC doivent pouvoir fixer des amendes proportionnelles à la gravité et à la durée de l'infraction. L'amende maximale s'élève au moins à 10% du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise concernée.
6	Programmes de clémence	Les parties qui révèlent l'existence d'une entente secrète doivent obtenir la clarté sur les conditions de leur demande de clémence et de leur statut d'immunité. Les ANC doivent accorder l'immunité et une réduction des amendes si certaines conditions sont remplies.
7	Assistance mutuelle	Une ANC qui demande à une ANC d'exécuter des mesures d'enquête sur un autre territoire peut assister à cette inspection. Il sera élaboré un système pour la notification transfrontière des griefs préliminaires concernant des infractions présumées aux règles européennes de concurrence. Des garanties seront prévues pour le recouvrement transfrontière des amendes infligées par les ANC administratives.
8	Délai de prescription	Les règles nationales concernant les délais de prescription sont suspendues pendant la durée de la procédure devant les ANC d'un autre État membre ou la Commission.

3. Cadre juridique européen

Sur le plan juridique, la proposition de directive se fonde sur l'article 103 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui confère au Conseil la compétence d'édicter des règlements ou des directives utiles pour assurer la pleine efficacité des règles de concurrence, ainsi que sur l'article 114 du TFUE (marché intérieur).

Le règlement (CE) nº 1/2003 précise les compétences des autorités nationales de la concurrence (ANC).

4. Cadre juridique interne belge

La loi du 3 avril 2013 a inséré, dans le Code de droit économique, un livre IV intitulé « Protection de la concurrence » contenant un article IV.16 dont le § 1er s'énonce comme suit : « *Il est créé un service autonome doté de la personnalité juridique, appelé « Autorité belge de la concurrence ».* ».

L'accord de gouvernement prévoit de renforcer ladite Autorité de la concurrence pour pouvoir garantir son rôle de gardienne de la concurrence.

Le cadre législatif interne est déjà largement conforme aux objectifs de la proposition de directive (indépendance, pouvoirs d'enquête, etc.). En ce qui concerne la question des « moyens », des questions parlementaires ont été posées, en 2016, à propos du manque de personnel de l'Autorité de la concurrence[1].

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) :

- Commission de l'Économie ;
- Pour information : Comité d'avis chargé des questions européennes

6. Suivi par les instances fédérales :

- SPF Économie
- Autorité belge de la concurrence (ABC)

7. Subsidiarité et proportionnalité:

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité sur cette proposition législative expire le 19 juin 2017.

Les parlements nationaux peuvent aussi adresser des observations à la Commission européenne dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Projet d'avis concernant la subsidiarité et la proportionnalité:

- *concernant la subsidiarité:*

L'Union européenne dispose d'une compétence exclusive en matière de concurrence (articles 101 et 102 TFUE). Les tâches des autorités nationales de concurrence découlent en outre d'un règlement européen et les autorités nationales de concurrence appliquent des règles ayant, dans de nombreux cas ou par essence, un aspect transfrontière. Pour une mise en œuvre efficace et une meilleure coordination de l'application des règles européennes en matière de concurrence, il est préférable d'intervenir à l'échelon européen.

- *concernant la proportionnalité:*

Le projet de directive contient des normes minimales pour les ANC en vue d'une mise en œuvre efficace des règles de concurrence. Les États membres disposent d'une marge de manœuvre

[1] Question de Mme Karine Lalieux, B93, Question n° 958, http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B088-861-0958-2015201611076.xml; Question de Mme Griet Smaers, B100, Question n° 1117, cf. http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B100-861-1117-2016201712889.xml

leur permettant d'aller plus loin. Le projet de directive respecte ainsi le système de mise en œuvre décentralisée mis en place par le règlement (CE) nº 1/2003, et fait en sorte que les procédures appliquées dans les États membres lors de la mise en œuvre de règles contre les pratiques anticoncurrentielles soient rationalisées. Le droit européen de la concurrence peut ainsi être appliqué de manière uniforme dans les matières transfrontières.

Le projet de directive a été élaboré à l'issue d'une consultation publique des parties prenantes.

Pour en savoir plus:

Texte du projet de directive

http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170142.do

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Directive CE - Concurrence – Droit de la concurrence – Instance de contrôle – Restriction à la concurrence – Politique économique – Position dominante

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be

Europese analysecel

Voorstel voor een RICHTLIJN tot toekenning van bevoegdheden aan de mededingingsautoriteiten van de lidstaten voor een doeltreffendere handhaving en ter waarborging van de goede werking van de interne markt

COM(2017)142

Samenvatting: Een ongelijke handhaving van de mededingingsregels van de EU verstoort de mededinging op de interne markt. Deze ontwerprichtlijn beoogt regels vast te stellen die de onafhankelijkheid van de nationale mededingingsautoriteiten (NMA's) waarborgen en ervoor zorgen dat de NMA's over de middelen en de bevoegdheden beschikken om de Europese mededingingsregels doeltreffend toe te passen. **De termijn om een advies m.b.t. de subsidiariteit te formuleren, verstrijkt op 19 juni 2017.**

1. Context

Verordening (EG) Nr. 1/2003 verleent aan de nationale mededingingsautoriteiten (NMA's) van de lidstaten de bevoegdheid om, naast de Europese Commissie, de Europese mededingingsregels toe te passen (verbod op kartels en verbod op misbruik van economische machtspositie). Een "*European Network of Competition Authorities*" (ECN), samengesteld uit de Europese Commissie en de nationale mededingingsautoriteiten coördineert de toepassing van de Europese mededingingsregels.

De Europese Commissie stelt vast dat de reikwijdte van de onderzoeks- en beslissingsbevoegdheden van de NMA's sterk varieert. Hierdoor blijven veel kansen onbenut voor een doeltreffendere handhaving van de mededingingsregels.

Een ongelijke handhaving van de mededingingsregels van de EU verstoort de mededinging op de interne markt en ondermijnt het systeem van gedecentraliseerde handhaving dat bij Verordening (EG) nr. 1/2003 is ingesteld.

Met deze ontwerprichtlijn wenst de Europese Commissie deze lacune te dichten en regels vast te stellen die de onafhankelijkheid van de NMA's waarborgen.

2. Inhoud

De krachtlijnen van de ontwerprichtlijn kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Doel	Deze richtlijn beoogt de vaststelling van regels die de onafhankelijkheid van de NMA's waarborgen en ervoor zorgen dat de NMA's beschikken over middelen en bevoegdheden om de Europese mededingingsregels doeltreffend toe te passen.
2	Onafhankelijkheid	De ontwerprichtlijn voert waarborgen in die het personeel en het beheer van NMA's bij de handhaving van de mededingingsregels van de EU beschermen tegen externe invloeden: Geen politieke of andere externe inmenging, geen instructies van overheidsinstanties of andere publieke of private entiteiten, e.a.
3	Middelen	De lidstaten zorgen ervoor dat de NMA's beschikken over de nodige personele, financiële en technische middelen om hun opdracht uit te voeren.
4	Bevoegdheden	De ontwerprichtlijn voorziet in een minimum aan doeltreffende onderzoeks- en dwangbevoegdheden, o.a. de bevoegdheid om bedrijfsruimten te onderzoeken, verzoeken om informatie, de bevoegdheid om relevant bewijsmateriaal te verzamelen, de bevoegdheid om een verbod uit te vaardigen, e.a.
5	Geldboetes en dwangsommen	De NMA's moeten doeltreffende geldboeten en dwangsommen kunnen opleggen. Voor de oplegging van geldboeten kunnen de moederondernemingen wegens het gedrag van één van haar dochterondernemingen aansprakelijk worden gesteld. De NMA's moeten geldboeten kunnen vaststellen die evenredig zijn met de ernst en de duur van de inbreuk. De maximumboete bedraagt minstens 10 % van de totale wereldwijde omzet van de betrokken onderneming.
6	Clementieregeling	Partijen die een kartel aan het licht brengen, moeten duidelijkheid krijgen over de voorwaarden voor hun clementieverzoek en hun immuniteitsstatuut. NMA's moeten aan ondernemingen immuniteit verlenen en vermindering van geldboeten als aan bepaalde voorwaarden is voldaan.
7	Wederzijdse bijstand	Een NMA die aan een NMA in een ander rechtsgebied verzoekt om een inspectie uit te voeren, kan deze inspectie bijwonen. Er komt een systeem van grensoverschrijdende kennisgeving van voorlopige bezwaren tegen beweerde inbreuken op de Europese mededingingsregels. Er komen garanties voor de grensoverschrijdende handhaving van geldboeten die door administratieve NMA's zijn opgelegd.
8	Verjaringstermijn	De nationale regels voor verjaringstermijnen worden opgeschort voor de duur van de procedure bij de NMA van een andere lidstaat of bij de Commissie.

3. Europees juridisch kader:

De ontwerprichtlijn heeft als rechtsbasis artikel 103 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), dat de Raad de bevoegdheid verleent om verordeningen of richtlijnen vast te stellen die dienstig zijn voor de volle werking van de mededingingsregels, en artikel 114 VWEU (interne markt).

Verordening (EG) Nr. 1/2003 geeft de bevoegdheid van de nationale mededingingsautoriteiten nader vorm.

4. Belgisch internrechtelijk kader:

De wet van 3 april 2013 voorziet in een invoeging in het Wetboek van economisch recht: Artikel IV.16, § 1, van boek IV "Bescherming van de mededinging" van het Wetboek van economisch recht bepaalt dat "*er een autonome dienst met rechtspersoonlijkheid wordt opgericht 'Belgische Mededingingsautoriteit*' genaamd."

Het regeerakkoord voorziet dat de Mededingingsautoriteit zal worden versterkt om zijn rol als hoeder van de concurrentie te kunnen verzekeren.

Het interne wetgevende kader beantwoordt reeds in grote lijnen aan de objectieven van de ontwerprichtlijn (onafhankelijkheid, onderzoeksbevoegdheden e.a.). Wat het aspect "middelen" betreft, werden in 2016 parlementaire vragen gesteld over het personeelstekort van de Belgische Mededingingsautoriteit[1].

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Economie
- Belgische Mededingingsautoriteit (BMA)

7. Subsidiariteit en proportionaliteit:

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 19 juni 2017.

De nationale parlementen kunnen in het kader van de "politieke dialoog" (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- *betreffende de subsidiariteit:*

De Europese Unie heeft een exclusieve bevoegdheid op het gebied van mededinging (art. 101 en 102 VWEU). De taken van de nationale mededingingsautoriteiten vloeien bovendien voort uit een Europese verordening en de nationale mededingingsautoriteiten passen regels toe die in vele gevallen of in essentie een grensoverschrijdend aspect hebben. Een doeltreffende handhaving en een betere coördinatie van de toepassing van de Europese mededingingsregels verloopt het best op basis van een Europees optreden.

- *betreffende de proportionaliteit:*

[1] Vraag van Karine lalieux, B93, Vraag nr. 958, http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=nl&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B088-861-0958-2015201611076.xml; Vraag van Griet Smaers, B100, Vraag nr. 1117, zie http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=nl&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B100-861-1117-2016201712889.xml

De ontwerprichtlijn bevat minimumnormen voor de NMA's met het oog op een doeltreffende toepassing van de mededingingsregels. De lidstaten hebben een manoeuvreerruimte om verder te gaan. De ontwerprichtlijn respecteert hiermee het systeem van gedecentraliseerde handhaving dat bij Verordening (EG) nr. 1/2003 is ingesteld en zorgt ervoor dat de procedures in de lidstaten die toegepast worden bij de handhaving van concurrentieverstorende praktijken worden gestroomlijnd. In grensoverschrijdende zaken zorgt dit voor een eenvormige toepassing van het Europees mededingingsrecht.

De ontwerprichtlijn is tot stand gekomen na een openbare raadpleging met de stakeholders.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerprichtlijn

http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170142.do

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – EG-richtlijn - Concurrentie – Concurrentierecht – Controleorgaan – Concurrentiebeperking - Economisch beleid - Machtspositie

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be